

bourgeois, anticommunistes, réactionnaires et fascistes, ennemis de la classe ouvrière.

Le programme sur lequel un tel bloc pourrait être constitué sera quels que soient les mots qu'il contient, un programme qui laisse les mains libres à la bourgeoisie. Sur tout autre programme, le bloc ne sera bien entendu pas possible.

Face aux candidats de la bourgeoisie, les travailleurs doivent défendre des candidatures ouvrières de front unique sur le programme suivant :

- Plan pour la reprise économique ;
- Nationalisation sans indemnité ni rachat des banques et des trusts et leur contrôle par les Comités ouvriers élus ;
- Contrôle populaire du ravitaillement ;
- Droit du peuple à l'armement ;
- Tribunaux populaires.

Gouvernement ouvrier et paysan

Sur la base d'une telle politique, un gouvernement peut et doit être imposé dès maintenant contre la bourgeoisie et ses agents qui peuplent le gouvernement de Gaulle ; un gouvernement formé de représentants des partis socialiste et communiste français et de la C.G.T.

Ce gouvernement, s'il applique avec décision le programme précédemment défini, aura l'appui unanime et enthousiaste de la presque totalité du peuple français. Est-ce cet enthousiasme que l'on craint ? Les dirigeants des partis ouvriers auraient-ils, eux aussi, peur du peuple ? Les travailleurs exigeront des chefs « socialistes » et « communistes français » qu'ils rompent avec la bourgeoisie, qu'ils prennent le pouvoir et tout le pouvoir, qu'ils s'appuient sur la Milice Ouvrière, sur le peuple en armes. S'ils se dérobent devant cette tâche urgente, les « chefs ouvriers » feraient la preuve qu'ils ne sont que des démagogues au service de la bourgeoisie, cramponnés à son cadavre pourrissant.

Les travailleurs de la ville et des champs doivent comprendre que les Milices, les Comités ouvriers et paysans élus, groupés en assemblées locales élues et contrôlables à tout moment (ce n'est pas autre chose que les Soviets constitués par les travailleurs russes en 1905, puis en 1917), sont les garanties indispensables de leurs intérêts et de leur liberté. Car le régime capitaliste aux abois chercherait à reprendre par la violence les améliorations arrachées par l'action populaire.